

AU FIL DE LA SEMAINE

AULNAY FÊTE SES 40 ANS Une bonne partie des 160 adhérents sont venus fêter les 40 ans de la déshydratation d'Aulnay, une des 3 unités de Capdée. Cet anniversaire a été l'occasion de retracer le chemin parcouru, puis de tirer les enseignements d'une enquête auprès des adhérents et d'annoncer des nouveautés, dont la création d'un poste relation adhérents.

Un anniversaire et un nouveau cap



Une bonne partie des 160 adhérents sont venus fêter cet anniversaire.

AGRONOMIE ET COMMUNICATION

Deux challenges majeurs

Aulnay est un outil de proximité de moyenne dimension, dont l'avenir est en grande partie entre les mains de ses adhérents, puisqu'il dépend des volumes récoltés sur place donc des hectares en production et de leur marge donc de l'optimisation de leur rendement. Pour mieux cerner les conditions dans lesquelles les adhérents sont prêts à maintenir voire développer leurs surfaces de luzerne, Capdée s'est adressée à la Chambre d'agriculture pour réaliser une enquête auprès des adhérents d'Aulnay. Un échantillon de 70 adhérents resemant de la luzerne l'été dernier a été choisi. Celui-ci a mis en évidence qu'un quart des adhérents se situaient dans un rendement en moyenne inférieur de 3 à 4 t de MS/ha au quart supérieur des producteurs qui atteignent des rendements de l'ordre de 14 t de MS/ha en moyenne. L'étude des raisons de ces écarts par Damien Larbre, Chambre d'agriculture, met en évidence l'accumulation de plusieurs facteurs. Ceux-ci incitent Didier Maudoux à lancer un challenge dans l'intérêt de tous : « *notre cap est que les producteurs, qui se situent en moyenne en dessous des 9 à 10 t de MS/ha rejoignent ceux qui atteignent les meilleurs rendements.* » Optimiser la date des semis et soigner l'implantation avec un mot d'ordre la rapidité (précédents à récolte rapide, éviter les pertes de temps pour enlèvement des pailles, travail du sol rapide et de qualité, semis de préférence dans les 48 h suivant la récolte). A ces clés de réussite liées aux semis, s'ajoute la nécessité de ne pas faire d'impasse sur la fumure de fond (en



Didier Maudoux : « *Notre cap est que les producteurs qui se situent en dessous des 9 à 10 t de MS/ha rejoignent les meilleurs rendements.* »

particulier la potasse 30kg/t de MS exportée.) et la pratique d'un désherbage à l'implantation. Sur le plan de la stratégie de Capdée, l'enquête a révélé d'importants feux verts (points de satisfaction) portant sur l'image de Capdée, la stratégie du groupe (diversification, intérêt fusion, prix rémunérateur et garanti 2 ans, etc.), deux points à améliorer (circulation de l'information et centre de décision éloigné) et un « *feu rouge* » sur la relation éleveurs. Les résultats de cette enquête ont incité le conseil d'administration de Capdée à étudier la mise en place de nouveaux moyens d'information (sms, site, etc.) et à créer un poste de responsable relations adhérents afin de renforcer la proximité en assurant plusieurs missions : suivi des adhérents, conseils agronomiques, communication d'exploitation, développements, etc.

« *Rien ne s'est construit il y a 40 ans et ne se construira demain sans la motivation de nous tous, les adhérents. La balle est donc dans notre camp.* » En concluant ainsi ses propos devant une bonne partie des adhérents de la déshydratation d'Aulnay, réunis pour les 40 ans de cette unité de Capdée, Jean-Philippe Mignot, vice-président de Capdée et ancien président de la section de déshydratation de la Carb puis de nouricia, fait le lien entre le chemin parcouru par cet outil coopératif et ses défis pour l'avenir. En ouvrant d'ailleurs cette soirée avec Didier Maudoux, président de Capdée, il avait mis l'accent sur l'ancrage local de cette structure agro-industrielle de proximité : « *160 adhérents réunissant 1 200 ha de luzerne, sur les 6 600 ha de Capdée, et 400 ha d'oielette, sur les 3500 ha de Capdée ; une production de 40 000 t, boostée depuis 2006 par les synergies (en particulier le traitement des pulpes) développées entre les 3 sites industriels de Capdée ; 15 salariés permanents et 13 saisonniers ; une collaboration étroite avec Vivécia (engrais, stockage, Aubeluzerne...); un site aux normes, agréé pour la production biologique.* » Le témoignage vidéo du président fondateur, Jacques Izabel, est d'ailleurs venu souligner l'implication des agriculteurs et éleveurs locaux pour créer cet outil au cœur d'un territoire très rural et d'élevage. Il a rappelé que l'idée première, née chez les Jeunes Agriculteurs de l'époque, était de transformer la production locale qui serait reprise déshydratée par les éleveurs locaux. Cette idée a été suivie par l'enclenchement de formations dans de nomb-

reux domaines (administrateur, production de la luzerne, techniques de déshydratation, etc.) pour les porteurs du projet. Puis de nombreux challenges ont dû être relevés : réunir un capital suffisant représentant au moins 20% d'autofinancement, convaincre pour disposer d'un engagement minimum de 300 ha, développer un travail d'équipe avec la Carb pour mettre en oeuvre le projet, etc. Ces étapes franchies ont abouti à la création de la section déshydratation d'Aulnay de la Carb. La nouvelle aventure qui s'est ouverte pour les fondateurs a débuté par un premier imprévu, a témoigné Jacques Izabel : « *nous n'avions fait aucune étude de marché puisque notre objectif était de répondre à la demande des éleveurs. Mais dès la première année celle-ci fut couverte et nous avons dû vendre une partie de la production. Plus tard, faute de production suffisante, il nous est aussi arrivé d'être obligés d'acheter ailleurs de la luzerne pour honorer nos contrats : un impératif pour l'entreprise.* »

Mobilisation autour de nombreux atouts

Aujourd'hui et après des étapes de restructuration (carb, nouricia puis capdée) cet outil coopératif est au cœur de trois challenges : le premier agronomique pour renforcer la productivité et conforter les marges, le second de politique agricole et le troisième stratégique au sein de capdée. Pour relever le 1er et le 3ème défi, Capdée s'est adressée à la Chambre d'agriculture pour réaliser une enquête afin de déployer des moyens adaptés (voir notre encadré).

SUITE PAGE 3

REUSSIR
la revue
agricole de l'Aube
HEBDOMADAIRE D'INFORMATION AGRICOLE, VITICOLE ET RURAL

Édité par la SARL EDICA
société au capital de 24 025 euros

Principaux associés :
FDSEA de l'Aube (Troyes)
CDJA de l'Aube (Troyes)
Gérants : Joël HOSPITAL
Jean-Mathieu MARSOUIN

Siège social :
Maison de l'Agriculture - 2 bis, rue Jeanne
d'Arc - B.P. 4017 - 10013 TROYES CEDEX
Tél. : 03.25.82.62.25 - Fax : 03.25.82.62.26
Email : a.edica@reussir.tm.fr

CACB Troyes Patton
Directeur de publication :
Jean-Mathieu MARSOUIN
Rédacteur en chef :
François NOEL

Commission Paritaire n°0913 T 83600
Publicité régionale et annonces légales :
au siège social
Publicité nationale : REUSSIR SA
2/4 avenue de la Cerisaie - Silic 311
94266 FRESNES Cedex

Prix du n° 1,94 euros TTC
Imprimerie Roto Champagne
52000 CHAUMONT

La présente édition a été tirée
à 3000 exemplaires

REUSSIR

AULNAY FÊTE SES 40 ANS Suite de la page 2

Un anniversaire et un nouveau cap



Christian Rousseau : « Les avantages de la luzerne sont autant de raisons d'être convaincu de belles perspectives pour l'avenir de cette plante dans la région ».

Concernant les questions de politique agricole, Christian Rousseau, vice-président de Vivescia, a fait part de son optimisme et mis l'accent sur la forte mobilisation de la profession pour obtenir la prise en compte des atouts agronomiques, envi-

ronnementaux, d'indépendance protéique et de développement durable, de la luzerne, dans les futures réglementations en particulier la réforme de la Pac. « Notre contexte économique et politique est marqué par la hausse du coût de l'énergie et des intrants,

donc des engrais, par une forte volatilité des prix des matières premières agricoles, par une pression sociétale et de plus en plus réglementaire visant la préservation de la biodiversité et la qualité de l'eau. La luzerne réunit à elle seule des réponses à l'ensemble de ces problématiques. C'est une légumineuse capable de fixer l'azote de l'air. C'est une plante structurante valorisant les ressources minérales peu solubles des sols calcaires et favorisant la vie biologique des sols. Avec de l'ordre de 14t de MS/ha, c'est une plante parmi les plus productives en biomasse. Elle est pluriannuelle, elle contribue à l'allongement des rotations et elle nécessite peu de mécanisation. Etant une plante à protéines, elle s'appuie sur des marchés porteurs et pérennes. Sa couverture du sol évite l'érosion, principal facteur de pollution. » C'est pourquoi, face au verdissement de la Pac et à la baisse inédite de son budget, ce qui va entraîner une baisse substantielle des aides pour nos régions de grandes cultures et parmi les plus productives, pour le vice-président de Vivescia, « les atouts de la

luzerne sont autant d'arguments en faveur de l'intégration de cette plante dans les 7% de surfaces d'intérêt écologique, dont on entend parler actuellement. » De plus rappelant que le développement de la luzerne a permis la création d'outils industriels performants fixant des emplois en milieu rural et travaillant d'autres produits (pulpes, oeillette, etc.), l'acquisition de savoir-faire, la structuration d'une filière, une notoriété commerciale valorisante, le développement de centres de recherche, etc. il est convaincu que ces avantages incitent à envisager de nouvelles et belles perspectives pour l'avenir de cette plante dans la région.

Une rémunération minimum garantie

A ces atouts, Didier Maudoux, président de Capdêa, ajoute que sur le plan économique, en 2012, chaque producteur a reçu 125 euros/ha issus du plan protéique, auxquels doivent être ajoutés 924 euros/ha inclus dans les DPU apportés par l'historique de la luzerne. Quant à la rémunéra-

tion des apports, il rappelle qu'elle résulte des performances des outils industriels des diversifications des activités, du dynamisme de Désialis et de la segmentation de l'offre avec le développement de produits techniques bien valorisés car répondant à des niches et des marchés porteurs. Ces différents atouts expliquent, pour Didier Maudoux « le choix de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter que la volatilité vous affecte. Ainsi nous avons pris l'engagement d'une rémunération minimum de 90euros/t de MS pour la luzerne et pour 2 années, 2013 et 2014. » Ces engagements et ces atouts ont été salués par Nicolas Dhuicq, député, qui a mis l'accent sur l'intérêt de disposer de telles unités de production et de transformation en milieu rural, bases essentielles du tissu industriel, créatrices d'emplois et d'activités, échelons de proximité d'un groupe à la dimension des marchés, et s'appuyant sur le modèle coopératif, gage de partage de la valeur ajoutée et d'ancrage territorial.

F. NOEL